La gendarmerie et la défaite de 1870-1871 : supprimer, réformer, transformer l'arme ?

Jean-François Tanguy

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/85>

DOI : 10.4000/abpo.85

ISBN : 978-2-7535-1506-2

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2007

Pagination : 171-183

ISBN : 978-2-7535-0510-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jean-François Tanguy, « La gendarmerie et la défaite de 1870-1871 : supprimer, réformer, transformer l'arme ? », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 114-2 | 2007, mis en ligne le 31 décembre 2009, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/85> ; DOI : 10.4000/abpo.85

La gendarmerie et la défaite de 1870-1871 : supprimer, réformer, transformer l'arme?

Jean-François TANGUY

Maître de conférences en histoire contemporaine,
CERHIO – université Rennes 2 Haute-bretagne

Pour la France, le choc de la défaite de 1870-1871 n'a guère d'équivalent antérieur. Depuis des siècles, les guerres s'étaient terminées soit par des victoires, soit par l'expulsion des envahisseurs hors du territoire national, soit par des défaites qui n'avaient pas même égratigné le sol de la patrie (guerre de Sept Ans). Une seule exception : 1814-1815 mais était-il honteux d'avoir succombé au poids de l'Europe *entière* ? En 1871, c'était bien pire. Cette fois, la France avait été battue, occupée par *un* adversaire à peu près de sa taille qui lui avait infligé un traité humiliant et mutilant. D'où la stupefaction non seulement des militaires mais aussi des hommes politiques, des penseurs et des simples citoyens. Comment cela a-t-il été possible ? Comment faire surtout pour que cela ne recommence pas ? Que faut-il changer ? « La rage du vaincu se traduisait par une rage de réformes¹ ». Jean-Charles Jauffret a décrit cet incroyable déferlement de propositions de réformes qui surgit des profondeurs nationales aux lendemains de la chute de Paris, dès avant le 18 mars, qui est finalement peu lié à la guerre civile, à la Commune (et qui continue longtemps après l'écrasement de cette dernière), mais d'abord à l'insupportable défaite militaire.

Les documents issus de ce prurit intellectuel nous ont été largement conservés. D'abord sous la forme de propositions manuscrites ou imprimées transmises à l'Assemblée Nationale, dont il faut rappeler que, juridiquement, aucun pouvoir politique n'a eu dans l'histoire de France une souveraineté plus illimitée. À l'Assemblée, et surtout à sa *Commission de réorganisation de l'armée*, on demande de refaire une armée qui, lors de la prochaine et inévitable guerre, sera, cette fois, invincible. Mais il existe

1. FIX, Colonel, *Souvenirs d'un officier d'État-Major*, Paris, Juven, s.d., 2 t., t. 2, p. 133. La référence bibliographique majeure est bien sûr ici JAUFFRET, Jean-Charles, *Parlement, Gouvernement, Commandement : L'Armée de métier sous la Troisième République, 1871-1914*, thèse, Paris I, 1987, Château de Vincennes, notamment p. 91-171.

d'autres documents imprimés à compte d'auteur et qui ne sont pas même adressés à la représentation nationale.

Les origines des auteurs sont diverses : civils de toute nature, mais surtout des professionnels, des officiers, les premiers concernés et qui, bon gré, mal gré, ont le sentiment de se trouver en position d'accusés. En ce qui concerne, par exemple, les propositions de loi consacrées à la question cruciale du recrutement, J.-C. Jauffret en compte 87 émanant de militaires, 35 seulement de « civils² ». La présentation des documents est aussi très variée : de petits opuscules imprimés la plupart du temps à compte d'auteur (très nombreux), des manuscrits, des articles de journaux. Les premiers sont de présentation très austère : aucune image, pour tenir les coûts, mais des couvertures de couleur le plus souvent. Les thèmes sont variés, eux aussi : l'organisation générale de l'armée, la discipline, le recrutement ; un peu plus rarement, on trouve des thèmes spécialisés : le service de santé, les auxiliaires, la gendarmerie. Nous y voilà. Mais il faut distinguer deux ordres de références : ou bien la proposition a trait uniquement ou presque à la gendarmerie, ou bien il en est question de manière incidente, de façon développée ou au contraire presque par inadvertance ou obligation au détour d'une phrase ou d'un paragraphe.

Faible place de la gendarmerie dans les projets de réforme

Quand on fait le bilan de l'intérêt porté à la gendarmerie dans ce vaste mouvement de réformes, une constatation s'impose dès l'abord : la faible place de l'arme dans les projets de réforme. Il est très caractéristique que même les libelles parus pendant ou après la Commune (c'est-à-dire de loin les plus nombreux) ont peu en vue la question sociale et les problèmes du maintien de l'ordre qui y sont liés – mais essentiellement les questions d'efficacité de l'armée dans le cas d'une guerre, et quelquefois les questions de morale et d'état d'esprit national – voire d'ordre public, mais *en général*.

Au total, sur l'ensemble des 227 projets dûment enregistrés, conservés et numérotés par la commission de réforme de l'armée³, la gendarmerie n'est présente que 22 fois. Il faut toutefois ôter du corpus les brochures et manuscrits qui traitent de questions très spécialisées où, de toute évidence, la gendarmerie n'a que faire (médecine militaire, intendance...). Le rapport est alors de 22 à 152, soit 14,5 %⁴. Ce n'est guère. Encore est-ce souvent sous la forme d'une référence obligée qui montre le peu d'intérêt de l'auteur pour le corps. Prenons par exemple l'important volume rédigé par « Un officier d'état-major de l'Armée du Rhin » et intitulé, *Les Causes de nos désastres. Projet de réorganisation de l'armée*⁵. L'ouvrage comporte 213 pages. La

2. *Ibidem*, p. 106.

3. Archives Nationales, C 2808, registre d'enregistrement des projets et brochures.

4. Mais 23 %, si on ne prend en compte *que* les projets *édités*. Les plus pensés et les plus sérieux ?

5. Bruxelles, 1871. Arch. nat., C 2811, projet n° 59.

gendarmerie a droit sur ce total à... 16 lignes (p. 129-130) plus un tableau d'effectifs page 213. Le sous-intendant militaire de 1^{re} classe (= colonel) Bassignot ne l'évoque que dans les tableaux récapitulatifs détaillés qu'il dresse en fin de volume⁶. F. Plasman, ex-capitaine d'artillerie, manifeste la profondeur de ses réflexions sur le sujet par un unique :

« 67 – La gendarmerie, ce corps si précieux, sera maintenue telle qu'elle existe actuellement⁷. »

Tel autre ne fait référence à la gendarmerie qu'en deux lignes pour indiquer l'utilité qu'elle pourrait avoir en cas de guerre, ce qui signifie 1- qu'elle n'en a pas eu jusqu'à présent, 2- que son intérêt non militaire est mince ou ne l'intéresse pas. D'ailleurs, elle est mise au même rang que les douanes, les postes ou les chemins de fer...

« Organisation militaire de la gendarmerie, de la douane active et des employés des services actifs des postes, télégraphes et chemins de fer [sic].

Art. 37 – La Gendarmerie, les Douanes, les employés du service actif des postes seront organisés au point de vue militaire de manière à former des compagnies d'éclaireurs et de guides⁸. »

On verra ci-dessous que l'une des préoccupations majeures des auteurs est l'organisation de réserves instruites et combattives, qui ont tant manqué en 1870. Mais si certains donnent à la gendarmerie un rôle important en ce domaine, d'autres, dont le projet est pourtant très détaillé, n'y font aucune allusion, comme si son intérêt était nul ici comme ailleurs.

Il est donc clair que dans l'immense mouvement qui amène des centaines (au moins) de Français à s'interroger sur le désastre de 1870-1871 et sur les moyens d'éviter que cela ne recommence, voire de permettre d'en réparer les effets, « revanche » ou pas, la gendarmerie, corps militaire pourtant, constitue le cadet des soucis des réformateurs. Son caractère d'instrument de lutte contre les malfaiteurs est ici complètement non pertinent, son utilité dans les guerres civiles comme la Commune très peu évoquée, signe qu'on ne voit pas bien quelle elle serait; enfin, son caractère d'instrument militaire, ne serait-ce que son rôle de prévôté, n'apparaît pas comme essentiel le jour où la France devra reprendre l'Alsace et la Lorraine.

Les adversaires de la gendarmerie

Au lendemain de l'armistice de janvier, puis du traité de Francfort, la gendarmerie compte non seulement nombre d'indifférents à son sort mais aussi des adversaires résolus à diminuer son effectif et ses fonctions, voire, pour une minorité, à la supprimer complètement.

6. C. BASSIGNOT, *Recrutement et organisation de l'armée*, Lyon, 1871, Arch. nat., C 2811, projet n° 64.

7. PLASMAN, F., *Projet de réorganisation de l'armée française*, Arch. nat. C 2810, projet n° 1.

8. Arch. nat., C 2811, projet n° 71, *Essai sur l'organisation militaire des armées de terre de la France*, par « Tallandeu » (manuscrit).

Quittons un peu les anonymes et les sans grade dont nous venons d'invoquer les idées. Les personnages importants eux aussi ont leur façon de voir et de réformer l'armée. Le colonel Lewal, futur créateur de l'école de guerre, futur ministre de la Guerre de Jules Ferry, a sur la gendarmerie une position claire – et use d'expressions fortes :

« 104 – La gendarmerie compte à tort au budget de la guerre; elle appartient bien plutôt au ministère de l'intérieur. C'est un corps départemental et cantonal pour le service de la police et le maintien de l'ordre, mais ce n'est pas une troupe de guerre.

L'armée peut la recruter, la surveiller et y maintenir la discipline; mais son service étant étranger à l'armée, son entretien doit l'être également.

L'effectif de la gendarmerie est de 26 000 hommes environ, compris dans l'armée active entretenue en paix. Au moment de la guerre, un millier de gendarmes, au plus, sont employés aux armées. C'est un déchet⁹ de 25 000 hommes quand il s'agit d'entrer en campagne. Il y a là une inconséquence à faire cesser¹⁰. »

Il propose par ailleurs la suppression de 187 postes d'officier de gendarmerie. Or, curieusement, il paraît se contredire un peu cent pages plus loin en soulignant le caractère indispensable de l'action de la gendarmerie aux armées :

« 243 – La gendarmerie aux armées a deux services : 1- celui de la police des camps, la répression de la maraude, l'arrestation et la conduite des prisonniers; 2- la police des convois et le maintien de la liberté des communications.

Il faut lui en donner un troisième non moins important, celui de la police en arrière des lignes durant le combat. [...] Pour cela, la gendarmerie se place en arrière des lignes et se dispose en un cordon continu. Elle interdit de manière absolue, et au besoin par la force, le retour en arrière de tous les soldats qui, sous des prétextes divers, quittent les rangs. Il y a là toute une série de dispositions nouvelles qu'il est indispensable d'adopter¹¹. »

Toutefois, après un comptage qui lui semble rationnel – faisons confiance au professionnel – il établit à environ 1 250 hommes, officiers compris, le total des effectifs de gendarmes nécessaires aux armées. On peut s'interroger : même pour une armée de 500 000 à 600 000 hommes telle que celle de 1871 (l'armée de la République), cela paraît fort peu. Au bout du compte, l'effectif indiqué semble montrer que ces missions sont peut-

9. Au sens propre : un déficit. Il n'y a là aucune appréciation méprisante, contrairement à ce que pourraient suggérer certaines formules de l'article de BORDA, Xavier, « Repenser la gendarmerie après la défaite de 1870 », *Revue de la gendarmerie nationale*, Hors série n° 2, 2000, « La gendarmerie de la Révolution à l'entre-deux-guerres », J.-N. LUC (dir.), p. 67-71. De même quand Lewal range les gendarmes parmi les « non-valeurs » militaires (p. 33). Ces mots ne s'expliquent que dans la seule perspective de la mobilisation d'une armée puissante destinée à vaincre l'ennemi extérieur. Les autres missions de la gendarmerie sont hors sujet.

10. *La Réforme de l'armée*, par le colonel LEWAL, du corps d'état-major, Paris, Librairie militaire de J. Dumaine, 1871, p. 49.

11. *Ibidem*, p. 145.

être « non moins importantes » (que d'autres) mais qu'elles n'exigent que fort peu de servants. Là encore, la gendarmerie est balayée d'un revers de manche.

Voici un autre « grand » et même très grand, Faidherbe, le héros du Nord. Son projet sera l'un des plus cités, approuvé, complété ou critiqué par d'innombrables autres auteurs. Le général, donc, supprime la gendarmerie, non en soi mais en tant que corps de l'État :

« 6. Les communes, grandes ou petites, assurent l'ordre chez elles par la création à leur gré de gardes nationales urbaines non salariées (ce qu'on appelle aujourd'hui gardes nationales).

7. Elles peuvent, avec l'assentiment du gouvernement, avoir des corps de police soldés. (Gendarmerie, gardes municipales).

8. Les hommes faisant partie des gardes urbaines ou des corps de police n'en sont pas moins soumis complètement à la loi militaire.

9. La gendarmerie de l'État est supprimée, la gendarmerie ne pourra subsister que comme corps de police payé par les départements¹². »

Ce qui, on en conviendra, revient à une suppression pure et simple de la gendarmerie telle qu'elle existait depuis le XVI^e siècle, la prévôté des maréchaux devenue la maréchaussée puis la gendarmerie nationale (impériale ou royale). Comme Faidherbe n'évoque pas son rôle aux armées, il semble évident que dans son esprit la prévôté sera assurée par l'armée elle-même sans besoin d'une arme spécialisée.

Ou encore, d'un anonyme cette fois, une proposition qui semble participer d'un état d'esprit radicalement hostile sur le thème : la gendarmerie ne sert à rien et coûte cher. Son travail pourrait être assuré par des réservistes (on voit combien on est loin d'une vision professionnelle du corps) ou des gardes municipaux au gré des communes volontaires :

« 30. Suppression par voie d'extinction du corps de la gendarmerie¹³. Le service est assuré dans les départements par la 2^e portion de la réserve, ou par des gardes payés par les municipalités ou les communes [*sic*]¹⁴. »

Un corps utile à conserver mais à réformer

Parmi les auteurs qui parlent de la gendarmerie, ceux qui lui reconnaissent une utilité certaine sont les plus nombreux. Mais il faut distinguer plusieurs cas.

1- Les non réformateurs ne voient pas d'utilité à changer quoi que ce soit en ce domaine à leurs yeux secondaire.

2- Ceux dont la préoccupation principale – voire unique – consiste à décharger le budget (national) de l'armée d'une charge jugée indue sans

12. Général FAIDHERBE, *Base d'un projet de réorganisation d'une Armée nationale*, 1871, Lille, Imprimerie de Lefebvre-Ducrocq, p. 11.

13. En gras dans le texte.

14. *De la réorganisation des forces nationales de la France. L'armée à refaire et à payer*. Par un ex-officier de l'état-major général de l'armée du Rhin, Paris, E. Lachaud, 1871.

en inférer une inutilité ou une faible utilité de l'arme. Ainsi, parmi beaucoup d'autres anonymes réformateurs :

« Le corps de gendarmerie se recrutera particulièrement en outre parmi les plus dignes d'entre ces rengagés.

Il conservera son organisation actuelle, seulement désormais son effectif dans chaque département sera fixé par le Conseiller général, et sa solde entière sera à la charge de ces départements¹⁵. »

Les intentions sont à peu près les mêmes dans le projet original de Martin de Brettes : la gendarmerie devrait dépendre à la fois du ministère de l'Intérieur « pour tout ce qui concerne le service de la sécurité publique » et de la Guerre « pour la discipline, le recrutement et l'avancement ». L'auteur propose 21 000 hommes pour la gendarmerie de Paris, 19 000 plus 745 officiers pour la départementale, soldée par les départements, avec une brigade par canton, une compagnie par arrondissement, un bataillon par département, une légion par corps d'armée. La question de savoir par qui est payée la gendarmerie de Paris reste floue. Mais en tout état de cause, il s'agit d'une forte augmentation des effectifs. Martin prévoit un officier pour 26 hommes, mais ce sont « des hommes d'élite et disciplinés qui ont beaucoup moins besoin d'officiers que les troupes de ligne et c'est le contraire que l'on fait aujourd'hui¹⁶ ». Pour entrer dans la gendarmerie, il faudrait 7 ans de service (officiers compris) et l'arme ne comporterait donc que des hommes expérimentés, une sorte d'élite.

Le général Chareton, auteur d'un des plus volumineux projets de l'époque (492 pages), ne consacre que quelques lignes à la gendarmerie mais elles sont élogieuses, et il esquisse une combinaison des fonctions policières de la gendarmerie et de ses fonctions militaires. Toujours sans que l'armée en assume les dépenses :

« La gendarmerie devra être au contraire considérablement accrue; mais cet accroissement devra être imputé au compte du budget départemental. On constituera, à côté de la gendarmerie sédentaire actuelle, une gendarmerie mobile montée avec des chevaux moins lourds et moins coûteux que ceux de la gendarmerie sédentaire. Ce corps rendra les plus grands services pour la police et le maintien de l'ordre à l'intérieur. Il constituera la cavalerie de la deuxième armée au moins en partie¹⁷. »

Un chef d'escadron d'artillerie fait aussi preuve de la plus grande estime pour la gendarmerie. Il l'inclut dans un chapitre de deux pages intitulé

15. *Idées de tout le monde libellées pour servir d'éléments de rapport et de projets de loi suivie de Quelques observations sommaires pour projet que vient de publier le Journal Officiel du 4 mai 1871*, par Louis Martin, avocat à Chartres. Chartres, 1871, p. 32, projet n° 41.

16. Arch. nat., C 2810, Martin de Brettes, *L'Armée nationale*, Versailles, 1871. Très gros projet manuscrit en huit cahiers. Il figure dans le carton avec quelques autres documents non numérotés sous l'appellation « États divers ». Cahier n° 6.

17. Général CHARETON, *Projet motivé de réorganisation de l'état militaire de la France*, Paris, Plon, 1871, p. 470. C'est nous qui soulignons.

« Troupes de police¹⁸ », très bref par rapport à son projet détaillé, mais très louangeur. Méfiant sans doute envers les notables locaux, il ne demande pas sa départementalisation (il l'exclut même explicitement) mais son rattachement à la Justice :

« La gendarmerie ne fera plus partie de l'armée. Les villes assurent par leurs propres ressources, leur police municipale. Les administrations des Forêts et des Douanes ont aussi leur force armée. [...] Il en serait de même pour les gendarmeries départementale et coloniale sous la direction du ministère de la Justice. Il est bien certain, d'ailleurs, que les anciens militaires seront toujours fort recherchés dans ces différents corps [...]. Le prestige général dont jouit à si juste titre le corps de la gendarmerie tient au choix scrupuleux que l'on apporte au choix de ses hommes, à la tenue et à l'honorabilité de leur vie¹⁹. »

Schoelcher, comme Chareton, estime qu'en cas de guerre, ces « troupes de police » constitueraient d'indispensables corps d'éclaireurs et de guides.

3- Ceux qui estiment que, dans son état actuel, elle présente de sérieux défauts mais ne la condamnent nullement : ils veulent la réformer *et la revaloriser*. Il faut reconnaître qu'ils sont très peu nombreux (au mieux, quatre ou cinq). L'un des plus incisifs est le général Martin des Pallières :

« Le recrutement actuel²⁰ de la gendarmerie est mauvais ; les gendarmes sont ignorants et nulle part, ils ne peuvent apprendre sérieusement leur service qui est assez compliqué et exige une certaine instruction pour rédiger les divers procès-verbaux qu'ils sont amenés à faire²¹. »

Il demande un stage de 12 à 18 mois pour tous les gendarmes dans la gendarmerie de Paris. Il estime que les gendarmes doivent avoir une autorité dans l'armée en temps de guerre, autorité qui pour l'heure est nulle ou peu s'en faut : « Le gendarme qui n'est pas gradé n'a pas assez d'influence sur le militaire. » Le simple gendarme devrait automatiquement être caporal. Le mariage serait obligatoire pour les gendarmes, gage de stabilité. Surtout, il faudrait revaloriser leur salaire, aujourd'hui de « misère », surtout celui des pères de famille nombreuse.

4- Assez rares aussi sont les projets ou opuscules qui voient dans la gendarmerie *d'abord* un instrument essentiel de lutte contre les insurrections²². Comme on l'a déjà marqué, les projets ont pour but la mise sur pied d'une puissante armée de guerre. Même au plus fort de la Commune, les menaces internes semblent secondaires. Il y a des exceptions. Un ancien

18. Il y inclut avec les gendarmes les gardes forestiers et les douaniers.

19. SCHOELCHER, Ernest, *La nouvelle armée*, Paris, Dentu, 1871, p. 121-122, projet n° 83.

20. Le document porte « annuel ». Il s'agit évidemment d'une faute de typographie.

21. Général MARTIN DES PALLIÈRES, député à l'Assemblée Nationale, projet n° 87, p. 25. Ce projet forme la proposition de loi n° 327 « sur la réorganisation de l'armée » du 16 juin 1871.

22. Sur cette question, voir aussi JAUFFRET, Jean Charles, « Armée et pouvoir politique. La question des troupes spéciales chargées du maintien de l'ordre en France de 1871 à 1914 », *Revue Historique*, n° 547, juillet-septembre 1983, p. 97-144.

officier de mobilisés de 1870, évidemment peu révolutionnaire, voit dans la gendarmerie le modèle d'une armée globale de maintien de l'ordre :

« Nous avons un type qui peut nous servir de modèle. Je doute qu'il existe quelque part une troupe remplissant ses devoirs avec plus d'intelligence, ayant plus de moralité, plus de dévouement : c'est notre gendarmerie ou notre ancienne garde municipale sous Louis-Philippe. [...] Cette armée n'empêcherait pas les villes d'avoir leur police particulière, tout au plus permettrait-elle de la diminuer.

[...]

Cette armée ne serait pas précisément destinée à faire la guerre, elle pourrait cependant fournir un puissant corps de réserve, ce qui me semble avoir été souvent oublié pendant la dernière guerre. Elle servirait surtout à maintenir l'ordre en temps de paix et à l'instruction de l'armée nationale²³. »

Mieux : dans la plupart des cas, le refus est manifeste d'envisager la gendarmerie comme une force de répression politique. Rejet particulièrement net chez les anciens officiers de gendarmerie. Michel de Bouÿn, en 1873, récuse complètement le rôle que, selon lui, le Second Empire avait voulu faire jouer à la gendarmerie :

« L'obligation légitime de rendre compte de l'État en général de l'esprit des populations, n'implique pas le rôle d'espionnage et la gendarmerie peut très honorablement le satisfaire, sans avoir recours aux moyens que réprouvent les honnêtes gens.

[...] À un ordre qui nous enjoignait de dire : "Combien dans nos arrondissements il y avait de légitimistes, orléanistes, républicains, socialistes ; de surveiller leurs allées et venues, leurs fêtes, relations, paroles, les nommer sur nos rapports, et bien faire savoir à nos subordonnés que l'avancement, les récompenses seraient pour ceux qui ne craindraient pas de parler, etc., etc." j'ai répondu que nous n'étions pas faits pour un pareil métier.

J'ai adressé des réclamations à l'Empereur [...] L'Empereur ayant refusé de me recevoir, je fus mis en demeure de partir pour les colonies²⁴. »

Deux ans auparavant, le capitaine Tarnier énonçait de semblables principes :

« Art. 5 – Il est expressément interdit de lui [à la gendarmerie] une mission politique²⁵, toute mission de ce genre étant contraire à son organisation et à son but²⁶. »

Ainsi qu'un auteur anonyme de 1871, certainement lui aussi issu du corps :

23. *La Rénovation. Système militaire* par A. Guilhon, Ex-chef de la Légion des gardes mobilisés de l'arrondissement d'Orléans, Orléans, Gatineau, 1871, p. 25-28. Cet opuscule fut adressé à l'Assemblée nationale. Il figure sous le numéro 174.

24. BOUÿN, Michel de, *Projet d'organisation des forces rurales de la France et de réorganisation de la gendarmerie*, Paris, Imprimerie Balitout, Questroy et C^{ie}, 1873, p. 23. Selon Xavier Borda, son dossier personnel (au Service historique de l'armée) atteste que les allégations ici données ne sont pas imaginaires (Xavier Borda, « Repenser..., *op. cit.*).

25. En italique dans le texte.

26. TARNIER, J.-E., *Bases d'un projet de réorganisation de la gendarmerie*, Le Puy, 1871, p. 7.

« [Quand] les officiers de l'armée demandent à entrer dans la gendarmerie [...] leur désappointement est grand lorsqu'ils se trouvent en présence de cette nécessité de faire, par exemple, un rapport politique mensuel. [...] Et le public qui sait que l'officier de gendarmerie fait un rapport mensuel, mais qui ignore que dans ce rapport il n'y a rien que de très avouable et de très innocent, puisqu'il ne rend compte que des faits généraux qui peuvent intéresser les populations ; le public, dis-je, se méfie de l'officier de gendarmerie, se tait quand il paraît, fait le vide autour de lui, et le traite véritablement comme s'il était un espion ou un mouchard ²⁷ ! »

Il ne s'agit pas du tout d'ôter à la gendarmerie sa mission de maintien de l'ordre, bien au contraire, on va le revoir ci-dessous. On ne reprochera pas à ces officiers de gendarmerie de ne pas s'interroger sur la nature de l'ordre social que défend leur corps. De leur point de vue, ils défendent l'ordre social tout court, le seul possible. Ce qu'ils récusent c'est l'utilisation de la gendarmerie comme instrument du gouvernement du moment, ce qui nous fait descendre d'un cran dans la hiérarchie des niveaux des valeurs. Le Second Empire avait eu d'ailleurs conscience de cette difficulté lorsque qu'il avait créé en 1852 les commissaires de police cantonaux. L'échec de cette dernière institution, pour de multiples raisons, l'avait certainement conduit à « re-charger » la gendarmerie de tâches que celle-ci, fidèle à ses missions historiques, refusait ²⁸.

En faire un pivot de l'armée future

Au bout du compte, les seuls projets ou opuscules qui s'intéressent vraiment à la gendarmerie pour elle-même sont rares. Ils n'en sont pas moins significatifs parce que ce sont les seuls qui tentent de la penser comme un axe de réorganisation combinant son rôle de force du maintien de l'ordre et une utilité qu'elle pourrait avoir dans le cadre de l'armée nouvelle. Projets rares donc, mais cohérents et très intéressants. L'un des problèmes les plus graves qui s'étaient posés à l'armée française en 1870-1871 – et qui avaient entraîné sa défaite, et celle de la France – était bien l'absence de réserves véritables. L'échec complet de la loi Niel était patent. La levée « en masse » gambettiste n'avait abouti qu'à la mobilisation de troupes de faible valeur militaire – la campagne l'avait prouvé. Les procès-verbaux des comités de défense départementaux regorgent d'indications qui montrent, en pleine guerre, des séances d'instruction des mobilisés qui relèvent, au mieux, du « grand jeu scout ». Nombre d'auteurs se penchent donc sur ces questions, tentent de trouver des solutions, et quelques-uns incluent la gendarmerie dans ces dernières. Ce n'est pas le discours le plus commun. J.-C. Jauffret a montré comment au bout du compte, l'âpre débat sur les causes et les responsables de la défaite et les mesures à prendre pour éviter le retour de la catastrophe avait débouché – de manière pres-

27. Anonyme, *Réorganisation de la gendarmerie*, Paris, Dentu-Dumaine, 1871, p. 14-15.

28. Disons plutôt : « qu'un certain nombre de ses cadres – en nombre mal connu – refusaient ».

que inévitable et pas spécifiquement française sur le choix de la nation armée²⁹. Dans cette optique, l'instruction des réserves constituait une des difficultés majeures à résoudre : le choix de la gendarmerie comme solution et comme tuteur fut envisagé par quelques auteurs. Sans doute cette hypothèse était-elle complètement utopique, pour les raisons que l'on évoquera ci-après.

Un industriel, qui n'est pas militaire, mais se trouve sur la même ligne que les auteurs que l'on va examiner ensuite, préconise l'augmentation des effectifs jusqu'à 36 000 hommes, soit un pour 1 000 habitants. La gendarmerie resterait chargée de ses fonctions actuelles, maintien de l'ordre, police judiciaire mais de plus :

« Ils seraient les instructeurs permanents de toutes les réserves de l'armée, laissées dans leurs foyers, et chargés de la direction de tirs à la cible cantonnaires [sic], à organiser dans toute la France. »

En cas de guerre, la moitié de l'effectif serait mobilisé dans l'armée active. L'autre moitié prendrait en charge la mobilisation de toutes les ressources humaines disponibles sur place :

« Ils incorporeraient et armeraient tous les hommes valides de trente à quarante ans, ayant accompli leur temps de service, ainsi que les chasseurs du pays [sic] et les volontaires de tout âge³⁰. »

Cette image de gendarmes, meilleurs agents de l'encadrement et de l'instruction des réservistes ou des simples citoyens se retrouve dans de nombreux écrits de la même époque. Le capitaine Tarnier voit dans la gendarmerie d'abord une force de police rurale indépendante des autorités locales et donc vraiment efficace, puis :

« Son second but, est de parer, autant que possible, aux inconvénients du défaut de cadres inférieurs, que nous avons tous vu se manifester au moment de la levée des gardes mobiles et des gardes mobilisés.

[...]

La nouvelle organisation qui porterait la gendarmerie à un effectif d'environ 100 000 hommes (cadres compris), dont 80 000 environ pourraient, sans inconvénient, être distraits au moment de la guerre, aurait pour avantage de fournir :

- 1- la prévôté des armées;
- 2- des cadres et des instructeurs aux troupes d'infanterie et de cavalerie, non incorporés dans l'armée régulière;
- 3- des régiments de réserve (infanterie et cavalerie) destinés à combattre comme troupes de soutien.

Tel est le double but de ce projet, qui se propose en outre de réglementer l'avancement, de telle façon que l'intelligence et le travail trouvent une juste

29. JAUFFRET, J.-C., *Parlement...*, op. cit., p. 61 sqq. Voir aussi CRÉPIN, Annie, *Défendre la France. Les Français, la guerre et le service militaire de la guerre de Sept Ans à Verdun*, Rennes, PUR, 2005, p. 315 sqq.

30. Arch. nat., C 2812, *Réorganisation de l'armée – Gendarmerie*, par V. Taisne, maire et manufacturier à Marez (Nord), manuscrit, projet n° 101.

récompense, et que chacun soit forcément à la hauteur des obligations que lui imposent ses fonctions³¹. »

Michel de Bouÿn, dont le projet est le plus élaboré, partage à peu près la même façon de voir, mais pousse beaucoup plus loin la réflexion sur l'intégration fonctionnelle et permanente de la gendarmerie à une instruction complète des réserves qui les rende efficaces tant pour améliorer la qualité humaine des réservistes eux-mêmes que dans l'objectif du maintien d'un certain ordre public et surtout aux fins de défendre le territoire en cas d'invasion :

« Mon projet a pour but l'organisation, l'instruction militaire très sérieuse, dans chaque canton, de tous les hommes qui appartiendront, soit aux réserves, soit à l'armée territoriale, afin de les avoir toujours prêts à concourir à la défense de la France, en les faisant exercer par les hommes gradés de ses réserves, sous les ordres de la gendarmerie réorganisée, [...] »

Chaque année 60 000 à 70 000 hommes pourraient donc être laissés aux travaux des champs, à l'industrie, aux arts, aux sciences, tout en appartenant à l'armée et recevant une éducation militaire sérieuse. [...] la discipline et la hiérarchie s'imposeraient aux populations. [...] L'esprit militaire se réveillerait.

[...] il est indispensable que la gendarmerie soit employée à la surveillance, à la direction de cette instruction, qu'elle pourrait continuer en temps de guerre après l'éloignement des troupes régulières.

[...] Avant, pendant, et après les exercices, la gendarmerie conserverait son prestige et imposerait le respect. »

Bouÿn voit dans la gendarmerie dont il a fait partie une force dont la nature même se prête infiniment mieux à l'instruction de vastes populations militairement peu entraînées que les cadres de l'armée de terre « ordinaire » :

« Mettre les forces rurales sous le commandement d'officiers et sous-officiers de l'armée, coûterait fort cher et éparpillerait de tous côtés des cadres dont la place doit toujours être au régiment³². »

On remarquera que ces officiers qui font de la gendarmerie un pivot essentiel de leurs projets de réforme ne négligent jamais son aspect de force de maintien de l'ordre. Ce sont les réflexions les plus abouties, celles qui intègrent le mieux l'aspect dual du corps qui dérive de toute son histoire et envisagent avec rationalité non sa suppression mais l'approfondissement de son rôle dans le cadre d'une réforme militaire globale. Un auteur anonyme voit en elle une « institution éminemment sociale. C'est une barrière constamment opposée aux mauvaises passions. C'est le bras vigoureux qui frappe et qui dompte tout ce qui trouble l'ordre public³³ ».

31. TARNIER, J.-E., *Bases...*, op. cit., p. 4-5.

32. BOUÿN, Michel de, *Projet d'organisation des forces rurales de la France et de réorganisation de la gendarmerie*, Paris, Imprimerie Balitout, Questroy et Cie, 1873, p. 3-7.

33. Anonyme, *Réorganisation de la gendarmerie*, Paris, Dentu-Dumaine, 1871, p. 3.

L'échec de ces propositions allait pratiquement de soi. La nature même de la gendarmerie impliquait la dévolution de l'essentiel de ses forces au maintien de l'ordre en milieu rural et à l'accomplissement de ses tâches militaires qui, avec le service militaire obligatoire, vont devenir de plus en plus lourdes. Lui donner une place centrale dans l'encadrement des réserves et leur instruction aurait supposé une majoration énorme de son budget et de ses effectifs. Personne n'y songea vraiment.

•

Finalement, la gendarmerie ne devint rien de tout cela. Elle conserva d'abord son rôle de police rurale sous statut militaire qui fut même confirmé par l'abandon de la tentative impériale de création de commissaires (de police) cantonaux, le déclin rapide des gardes champêtres, l'abandon par les maires de leurs fonctions policières. Mais elle reçut de plus de nouvelles charges, liées à la création progressive du service militaire universel et obligatoire. Les « réformateurs » de 1871, habitués à penser selon les cadres qu'ils connaissaient, avaient continué à croire à une armée permanente restreinte appuyée sur des réserves considérables, d'où les hypothèses formulées quant à l'instruction d'icelles. La solution adoptée fut différente, avec la création d'une armée active massive, instruisant elle-même ses réserves. La gendarmerie n'y avait guère de place. En revanche, son rôle de force administrative militaire, à la fois de renseignement et de contrainte, s'accrut rapidement, à un tel point qu'à la fin du siècle, lors de l'affaire Vacher, on lui reprocha d'être inefficace parce que trop absorbée par ses nouvelles tâches. La commission de Marcère, chargée de réfléchir à la réforme de la police des campagnes, nota :

« La gendarmerie est demeurée un corps intact, zélé, discipliné, investi de la confiance publique. Néanmoins, l'étude faite par la commission lui a suggéré quelques observations au sujet du service de cette arme [...] on s'est élevé surtout et dernièrement encore à la Chambre des députés contre l'emploi abusif qui serait fait des gendarmes pour assurer l'application des lois militaires, en ce qui concerne notamment le recrutement, la mobilisation, les congés, les exemptions, etc.

Ce service est nouveau, il est très compliqué, chargé de détails, et il doit être fait avec exactitude et avec conscience. Sous ce rapport on ne pouvait s'adresser mieux qu'à la gendarmerie mais on conçoit que cette multiplicité de devoirs nouveaux ait eu pour conséquence de la détourner de ses fonctions habituelles et ordinaires, comme s'exprime le décret de 1854³⁴. »

La force des choses ne permettait sans doute rien d'autre : la gendarmerie était force de maintien de l'ordre dans les campagnes et service auxiliaire de l'armée. Ainsi l'avaient voulu les créateurs de la maréchaussée, très longtemps auparavant, ainsi l'avaient maintenu tant les Constituants que Buonaparte. D'incroyables projets de réforme continuèrent pourtant à fleurir après 1875³⁵ ; ils se révélèrent pour ce qu'ils étaient : des utopies.

34. *Journal Officiel de la République française*, 29 mars 1898, p. 1940-1945.

35. Voir BORDA, Xavier, « Gendarmerie et statut militaire : les projets de démilitarisation de la gendarmerie sous la Troisième République », dans LUC, J.-N. (dir.), *Gendarmerie, État et société au XIX^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, p. 91-100.

RÉSUMÉ

La défaite de 1871 entraîna un vaste examen de conscience collectif. De partout, des officiers, des fonctionnaires, de simples citoyens prirent la plume pour expliquer pourquoi la France avait perdu la guerre et surtout comment il fallait réorganiser l'armée pour gagner la suivante. Dans cet immense remue-movement d'idées, la gendarmerie, pourtant partie intégrante de l'armée, n'occupe qu'une place très restreinte. Il s'agissait de reformer une armée pour repousser l'ennemi extérieur, non pour maintenir l'ordre intérieur, malgré la Commune. Pourtant, certains auteurs font une place aux gendarmes : les plus intéressants de ces projets sont ceux qui cherchent une solution au problème des réserves instruites qui avaient tant fait défaut en 1870-1871 – et donnent à la gendarmerie un rôle majeur dans l'encadrement de ces réserves. Ces projets échouèrent tous : police rurale, prévôté, la gendarmerie l'était et le resta, tandis que bientôt, on lui donnait en surplus la mission de contrôler le recrutement de l'armée du service militaires universel et obligatoire.

ABSTRACT

The defeat of 1871 involved a vast collective examination of consciousness. Of everywhere, officers, civil servants, ordinary citizens took up one's pen to explain why France had lost the war and especially how it was necessary to reorganize the army to gain the following one.

In this immense movement of ideas, the gendarmerie, however integral part of the army, occupy only one very restricted place. It was a question of reforming an army to push back the external enemy, not to maintain the order interior, in spite of the Commune.

However, certain authors make a place with the gendarmes: most interesting of these projects are those which seek a solution with the problem of the educated reserves which had so much been lacking in 1870-1871 – and give to the gendarmerie a major role in the training of these reserves.

These projects failed all: rural police force, military police, the gendarmerie was it and remained it; while soon, one gave him of surplus the mission of controlling the recruitment of the army of the military service universal and obligatory.